

Brochure n° 3015

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1561. – CORDONNERIE MULTISERVICE**

AVENANT DU 17 MARS 2014  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2014

NOR : ASET1450744M  
IDCC : 1561

**PRÉAMBULE**

Les parties signataires du présent avenant constatent une forte dégradation de la conjoncture économique du pays. La branche de la cordonnerie n'échappe pas à cette règle et la situation de nombre d'entreprises s'avère préoccupante.

Malgré ce contexte négatif, les organisations professionnelles et syndicales souhaitent démontrer leur volonté commune d'augmenter l'ensemble des salaires minima conventionnels.

La nouvelle grille des salaires présentée au sein de l'article 1<sup>er</sup> du présent accord prend en compte les difficultés financières des entreprises, tout en proposant une augmentation des minima de l'ensemble des coefficients.

Du fait de ces incertitudes économiques actuelles, les présentes augmentations actées par les partenaires sociaux ne préjugent en rien les augmentations futures.

**Article 1<sup>er</sup>**

Les salaires minima bruts mensuels sont fixés pour une durée mensuelle de travail de 151,67 heures, pour 35 heures hebdomadaires effectivement travaillées.

*(En euros.)*

CATÉGORIE	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE BRUT MENSUEL
Ouvriers. – Employés				
I	1	140	9,56	1 449,97
	2	145	9,63	1 460,58
II	1	150	9,68	1 468,17
	2	155	9,73	1 475,75
III	1	165	10,32	1 565,23
Employés. – Techniciens. – Agents de maîtrise				
IV	1	180	11,21	1 700,22
	2	200	12,43	1 885,26
V	1	220	13,68	2 074,85

CATÉGORIE	ÉCHELON	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	SALAIRE BRUT MENSUEL
VI	1	240	14,90	2 259,88
Cadres				
VII	1	270	16,75	2 540,47
VIII	1	300	18,60	2 821,06
	2	320	19,83	3 007,62

Les salaires minima bruts mensuels prennent en compte l'ensemble des éléments légaux, conventionnels et usuels des salaires bruts quelles qu'en soient la nature et la périodicité.

Ces salaires sont des bases nationales et les salaires réels peuvent se déterminer au niveau de chaque entreprise.

La commission nationale se réunira une fois par an pour examiner et appliquer le salaire de base national professionnel.

### Article 2

Le présent avenant entrera en vigueur le lendemain de la date de parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

### Article 3

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités de dépôt conformément aux dispositions des articles R. 2231-2 et suivants du code du travail.

### Article 4

Les parties signataires demandent au ministre de l'emploi d'étendre le présent accord.

Fait à Paris, le 17 mars 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### Organisations patronales :

FFCM ;  
SRIC.

#### Syndicats de salariés :

CFDT ;  
CGT-FO ;  
CFTC ;  
CFE-CGC.